



Communiqué de presse
AG/PAL/816

**Conférence internationale des Nations Unies de la
société civile en solidarité avec le peuple palestinien**
2^{ème} séance – après midi

**LA CATASTROPHE HUMANITAIRE DES TERRITOIRES OCCUPÉS EXIGE
UNE MOBILISATION
RAPIDE ET DÉCISIVE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**

Organisations de la société civile internationale, israélienne et palestinienne ont lancé cet après-midi un cri d'alarme face à la gravité de la situation humanitaire et politique dans les territoires occupés, appelant au renforcement des réseaux et des solidarités internationales si l'on veut éviter la catastrophe. Ces associations s'exprimaient dans le cadre de la deuxième séance plénière de la Conférence internationale de la société civile à l'appui du peuple palestinien, organisée cet après-midi sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du Peuple palestinien. Quatre thèmes étaient à l'ordre du jour: Face à l'occupant, l'activisme local dans le territoire palestinien occupé, les secours d'urgence et l'aide humanitaire aux victimes, la coordination et la coopération sur le terrain, le renforcement des réseaux d'organisations non gouvernementales en temps de crise. Cinq experts ont pris la parole; un débat a suivi.

“L'ampleur réelle de la crise se perd dans la banalisation des chiffres et de la couverture médiatique”, a déclaré le Directeur adjoint du Programme d'assistance au peuple palestinien (PAPP) du Programme des Nations Unies pour le développement, mais les dommages humanitaires sont considérables. Sur les trois millions de Palestiniens des territoires occupés, environ 2 millions sont menacés par l'insécurité alimentaire; un rapport de l'USAID rapporte que 30% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et 21% de malnutrition aiguë. Le représentant de la Ligue arabe a estimé le total des pertes occasionnées aux infrastructures économiques et sociales palestiniennes à 3,3 milliards de dollars, tandis que le taux de chômage est de 62% dans les villes. Les représentants de plusieurs organisations non gouvernementales internationales, dont l'American Near East Refugee Aid (ANERA), Save the Children et Médecins sans frontières ont eux aussi dénoncé la détérioration de la situation humanitaire dans les territoires palestiniens, ainsi que l'ampleur des pathologies d'ordre psychologique. Ils ont condamné le comportement des forces israéliennes qui refusent des permis et des visas aux agents humanitaires, bloquent l'accès aux camions d'aide alimentaire ou empêchent les civils d'accéder aux structures de soins mobiles.

Sur le terrain, associations palestiniennes et israéliennes luttent contre l'occupation. Pour le Président du Centre pour le dialogue et la compréhension Beit Sahour, la résistance civile visant à combattre l'occupation est “faisable et rationnelle”. Il s'agit selon lui d'augmenter le coût de l'occupation pour Israël, seule façon d'amener les occupants à reconsidérer leur occupation. Si l'occupant est convaincu qu'il ne faut

que deux soldats pour contrôler une route, alors les contrôles se multiplieront. Si en revanche il lui faut 30 soldats, l'occupation pourra alors avoir un coût prohibitif.

Pour Gush Shalom, une association de Tel-Aviv, les moyens privilégiés d'action sont l'organisation de manifestations et l'envoi de convois alimentaires vers les villes et villages palestiniens. Dénonçant la campagne de manipulation médiatique dirigée contre les Palestiniens dont son peuple est l'otage, la porte-parole de Gush Shalom a indiqué que 8000 Palestiniens sont actuellement emprisonnés en Israël. Elle s'est félicitée de l'existence d'initiatives conjointes à des organisations pacifistes israélienne et palestinienne. Le Mouvement de solidarité internationale, créé par des Palestiniens il y a un an et demi, a quant à lui lancé un vibrant appel aux militants étrangers pour qu'ils soient présents lors des manifestations afin de dissuader les forces israéliennes d'ouvrir le feu sur les manifestants palestiniens. Leur présence en tant que témoins est également nécessaire, a estimé la représentante du mouvement avant d'inviter les militants de la société civile du monde entier à se rendre en Palestine le mois prochain pour participer à une récolte collective d'olives, activité qui symbolisera la paix.

Pendant la séance, une lettre envoyée au Secrétaire général des Nations Unies par le Comité directeur de la Conférence internationale de la société civile à l'appui du peuple palestinien a été lue. Par cette lettre, le Président de la Conférence demande à M. Kofi Annan de poursuivre ses efforts afin d'établir une force de protection internationale dans les territoires occupés, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

La Conférence tiendra sa troisième séance demain matin à 10 heures sur le thème "contester l'occupation".

Déclarations

Le représentant de la Ligue arabe, a dénoncé l'arbitraire de l'occupation, des exactions et des autres crimes commis par la force occupante israélienne. Il a condamné le siège du quartier général de l'Autorité palestinienne à Ramallah et la destruction des bureaux du Président Arafat, ainsi que le bombardement d'un quartier résidentiel de Ramallah et les arrestations perpétrées depuis septembre 2000. Le représentant a condamné l'incarcération d'enfants et de femmes et a appelé à la fin de ces pratiques par les forces de défense israéliennes. Le total des pertes occasionnées aux infrastructures économiques et sociales palestiniennes est de l'ordre de 3,3 milliards de dollars tandis que le taux de chômage est de 62% dans les villes, a-t-il souligné. Les pratiques et les crimes de la puissance occupante israélienne représentent un défi à la légitimité internationale et une violation flagrante du droit international humanitaire, a poursuivi le représentant. Il a reproché au Premier ministre Sharon et à l'armée israélienne de tout mettre en œuvre pour entraver le processus de paix et la création d'un État palestinien. Il a lancé un appel à la solidarité internationale pour protéger et promouvoir les droits du peuple palestinien, mettant en garde contre le développement de l'extrémisme si les aspirations des Palestiniens ne sont pas respectées. Il a rappelé la proposition de paix saoudienne entérinée par la Ligue arabe et qui prévoit une solution négociée entre Israël et les pays arabes basée sur le respect des résolutions 242 et 338 et le respect du principe de la terre contre la paix.

Mme HUWAIDA ARRAF, Fondatrice et coordonnatrice du Mouvement de solidarité internationale, Washington, a expliqué que son mouvement a tenté de faire rencontrer des jeunes des deux parties, israélienne et palestinienne, mais qu'il a été forcé d'y renoncer en raison des injustices flagrantes infligées par Israël au peuple palestinien. Rien n'a jamais été fait aux Nations Unies et dans la communauté internationale pour venir en aide aux Palestiniens, a-t-elle déploré, avant d'expliquer que son mouvement est une structure non violente palestinienne qui lutte pour la libération du peuple palestinien.

La force de notre mouvement, c'est la justice de notre cause, a-t-elle dit, et nous avons confiance dans un idéal, celui de l'existence d'un État palestinien. Elle a lancé un appel à la communauté internationale afin qu'elle fasse pression sur Israël pour que ses forces armées n'ouvrent plus le feu sur les civils qui protestent contre l'occupation. Les Palestiniens sont devenus des chiffres et il n'y a jamais d'enquête sur leur mort, a-t-elle souligné, demandant aux militants pacifistes internationaux de se joindre aux Palestiniens dans leurs manifestations car les Israéliens n'oseront pas ouvrir le feu. La présence de ces militants permet aussi de sensibiliser les médias occidentaux, et ainsi de témoigner du vécu, de la réalité de la situation sur le terrain. Elle a déploré que le monde entier tourne le dos aux Palestiniens, avant de lancer une invitation au reste de la société civile à se joindre aux mouvements pour la paix israéliens et palestiniens le mois prochain lors d'une opération visant à récolter les olives, activité interdite par les Israéliens et qui symbolisera la paix.

GHASSAN ANDONI, Président de Rapprochement-Centre pour le dialogue et la compréhension Beit Sahour, a expliqué que la résistance civile visant à combattre l'occupation est faisable et rationnelle. Alors que l'occupation est vieille de 35 ans, voire de 54 ans, l'exploitation est devenue la norme, et le droit du plus fort, typique d'une société expansionniste, s'est imposé. L'organisation Beit Sahour prône la désobéissance et la résistance civiles. Car si on ne fait pas la paix comme on fait la guerre, alors on perd, a déclaré M. Andoni. Faisant observer qu'il n'y aurait pas de solution diplomatique à l'occupation dans un avenir proche et que la coexistence de deux États ne serait pas acceptée, M. Andoni s'est prononcé en faveur de la création d'une résistance palestinienne active.

Quand on parle de résistance civile, il s'agit d'augmenter le coût de l'occupation pour Israël, et c'est la seule façon d'amener les occupants à reconsidérer leur occupation. Si l'occupant est convaincu qu'il ne faut que deux soldats pour contrôler une route, alors les contrôles se multiplieront. Si en revanche il faut 30 soldats, l'occupation aura un coût. M. Andani a en outre fait observer que les ressources humaines sont encore largement sous-utilisées en Palestine, car ce sont pour l'instant seulement les idéalistes qui combattent. La grande majorité des Palestiniens souffre mais ne participe pas à la lutte. M. Andoni a souligné en conclusion que la société civile doit agir pour confronter l'occupant et s'engager sur la voie de la résistance civile.

Mme YEHUDIT HAREL, porte-parole de Gush Shalom, Tel-Aviv, a expliqué que son mouvement se bat depuis 35 ans pour obtenir la reconnaissance par le peuple israélien d'un État palestinien. Elle a ajouté que la période actuelle est difficile car 2,5 millions de Palestiniens souffrent du bouclage, de la mort, de la faim. Le combat doit être mené sans relâche pour relancer le processus de paix dans le Moyen-Orient et mettre fin au carnage incessant qui a compromis l'espoir, a-t-elle dit. Même en tant qu'Israéliens, nous devons être protégés contre les conséquences dramatiques du comportement du Gouvernement Sharon et notre peuple est pris en otage dans une campagne de manipulation médiatique contre les Palestiniens, a observé Mme Harel. La guerre n'est pas une façon acceptable de régler les problèmes et nous condamnons ces faiseurs de guerre qui mènent des campagnes d'épuration ethnique contre les Palestiniens. Elle a expliqué que Gush Shalom organise actuellement la prochaine manifestation contre l'occupation et mobilise également les moyens pour déployer un convoi alimentaire vers les villes et villages palestiniens. Plus de 8000 Palestiniens sont emprisonnés actuellement en Israël, a-t-elle dénoncé, expliquant qu'il fallait que la communauté internationale se mobilise dans l'urgence pour mettre fin à la catastrophe humanitaire et à la déroute politique en cours. Il n'y a pas de terrorisme en Palestine mais bien une lutte légitime pour mettre fin à l'occupation, a-t-elle estimé, et la guerre livrée par Sharon n'est pas une guerre contre le terrorisme mais une guerre qui a pour seul but de perpétuer la domination coloniale israélienne. Il faut atténuer la souffrance du peuple palestinien, mettre un terme à l'injustice infligée aux Palestiniens en obligeant

Israël à se retirer sans délai des territoires palestiniens dans les limites datant de 1967 et engager des négociations pour la création d'un État palestinien. Mme Harel a fait part d'initiatives menées conjointement par des organisations pacifistes israélienne et palestinienne qui organisent des manifestations de sensibilisation sur la situation dans les territoires ainsi que des convois humanitaires. Elle a demandé à la communauté internationale de définir un calendrier précis pour le processus de paix et de déployer une force internationale pour protéger les civils palestiniens.

M. WALID BADAWI, Directeur adjoint du Programme d'assistance au peuple palestinien (PAPP) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a rappelé que le PAPP œuvre depuis 1978 dans les territoires occupés et dispose actuellement d'un budget de 145 millions de dollars pour développer des projets en Cisjordanie et à Gaza. Le PAPP est une organisation internationale de développement dotée d'une solide équipe de professionnels palestiniens, en phase avec son environnement local, culturel et politique. Les résultats du PAPP sont tangibles dans les écoles, au niveau des réseaux d'assainissement, des services de santé, de la protection environnementale et du développement des compétences. Selon M. Balawi, l'ampleur réelle de la crise se perd dans la banalité des chiffres et de la couverture médiatique. L'incursion récente des troupes israéliennes dans les territoires palestiniens a eu un effet dévastateur sur l'économie palestinienne et la crise humanitaire gronde. Les dommages physiques sont évalués à 342 millions de dollars, à Djénine 800 familles sont restées sans logement et à Naplouse, la mosquée Jame'Al Khadra a été détruite alors qu'aucune action pour assurer la sécurité ne justifie la destruction d'un site qui fait partie de l'héritage culturel mondial. Les couvre-feux représentent l'incarcération de fait de populations entières. Selon la Société palestinienne du Croissant Rouge, 36 femmes ont déjà accouché aux points de contrôle; trois de ces femmes et quatre nouveaux-nés sont décédés. Sur les trois millions de Palestiniens des territoires occupés, environ 2 millions sont menacés par l'insécurité alimentaire; un rapport de l'USAID rapporte que 30% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et 21% de malnutrition aiguë.

Le PAPP a lancé en octobre 2000 un Programme de réponse d'urgence et a réussi à mobiliser 75 millions de dollars visant essentiellement à créer des emplois. La décentralisation et la coopération avec des partenaires tels que les municipalités, les ONG et les communautés de base sont au cœur de ces programmes qui se déploient dans quatre directions : développement des infrastructures sociales et municipales, activités agricoles, renforcement des capacités et appui au secteur de santé, dont les services psychiatriques. Dans ce cadre, des camps de jeunes ont été établis afin de les éloigner des conflits. Le projet "TOKTEN" vise à organiser le transfert de compétences afin d'apporter un appui aux autorités palestiniennes dans les domaines clé des droits de l'homme, de l'éducation et de la santé publique. Les Palestiniens exilés ont un rôle central à jouer dans le processus de réformes.

M. THOMAS NEU, Représentant de l'American Near East Refugee Aid (ANERA), a indiqué que certaines ONG se concentrent sur les questions politiques et de droits de l'homme tandis que d'autres s'investissent dans le domaine du développement. Il a souligné l'importance du développement d'approches complémentaires qui permettent, pour des organisations telles que ANERA, de mettre à disposition une aide alimentaire au profit des civils palestiniens. M. Neu a mis en garde contre la détérioration progressive de la situation humanitaire dans les territoires palestiniens et a condamné le comportement des forces israéliennes qui refusent des permis et des visas aux agents humanitaires, dénie l'accès aux territoires palestiniens aux camions d'aide alimentaire ou empêchent les civils d'accéder aux structures de soins mobiles. Membre de l'Association of International Development Agencies (AIDA), il a fait part de protestations officielles envoyées aux autorités israéliennes par la trentaine d'ONG membres de l'AIDA et aux termes desquelles ils protestent contre les obstructions faites à

ces organisations dans leur travail humanitaire par les forces de défense israéliennes. Nous sommes face à une véritable tragédie et la Palestine se retrouve au rang des pays les plus pauvres avec des statistiques dramatiques en termes de sous-alimentation. Que se passera-t-il s'il y a une guerre avec l'Iraq, a demandé M. Neu. Est-ce que le bouclage sera encore plus dur alors qu'il étrangle déjà totalement les populations palestiniennes ? Des patients en dialyse et des femmes enceintes risquent de mourir faute d'accès aux soins, les camions citernes d'eau sont bloqués aux points de contrôle de l'armée israélienne, et cela n'est plus acceptable, a-t-il dit. Il est temps d'agir et de faire pression sur nos gouvernements, sur les Nations Unies afin de trouver des solutions et de mettre fin à l'occupation et aux injustices.

Débat/échange de vues

La représentante d'Avocats sans frontières, rappelant que son organisation avait été présente lors du siège de Bethléem et également à Djénine, a exhorté les participants à se rendre en Palestine pour épauler ceux qui luttent au quotidien contre l'occupation. D'autres intervenants ont proposé l'envoi d'une délégation en Palestine afin de faire pression sur la puissance occupante et de soutenir le peuple palestinien. Ils ont par ailleurs insisté sur le rôle central que doivent jouer les Nations Unies pour faire accepter et respecter la légalité internationale et ont souhaité que le Conseil de sécurité prenne ses responsabilités et ne suivent plus la logique du deux poids, deux mesures. Le contenu de rencontres comme celle-ci doit être médiatisée à grande échelle, a estimé un autre représentant d'ONG, et ce afin de faire savoir à l'opinion publique que les Nations Unies et la société civile se saisissent conjointement de la question brûlante de Palestine.

Les participants ont soutenu le Mouvement pour la paix en Israël que le Gouvernement Sharon a tenté de réduire au silence. La représentante de ce Mouvement a recommandé aux participants de créer des mouvements similaires dans tous les pays, en particulier aux États-Unis pour contrer la propagande israélienne qui est relayée par les médias américains. S'exprimant au nom d'une organisation de défense des droits de l'homme tunisienne, un intervenant a souligné la justesse de la cause palestinienne face à l'occupation israélienne et aux pratiques barbares et criminelles. La lutte du peuple palestinien ne peut être assimilée à du terrorisme car il s'agit d'une lutte légitime pour l'autodétermination, a-t-il dit, lançant un appel afin que Ariel Sharon soit traduit en justice.

Un représentant d'une organisation de jeunesse de Boston a mis en garde contre le risque de guerre unilatérale en Iraq et a appelé à agir pour y mettre fin. Un autre intervenant a rappelé que, avant d'exiger de l'Iraq le respect des résolutions du Conseil, il fallait contraindre Israël à faire de même. On a proposé d'adresser une lettre au Président Bush lui demandant de suspendre l'aide budgétaire de Washington tant que les Israéliens ne retireraient pas leurs forces. Cette lettre devrait plutôt être envoyée à M. Kofi Annan ont estimé d'autres intervenants qui souhaitent que les États-Unis cessent de dominer le débat au sein des Nations Unies. Estimant que les plans du Quartet sont partiels et ne mettront pas fin à l'occupation, un représentant a recommandé de mandater une délégation de la Conférence internationale de la société civile pour rencontrer le Secrétaire général des Nations Unies, le Président du Conseil de sécurité, et pour se rendre en Israël et en Palestine pour transmettre un message aux peuples qui luttent pour la paix.

Médecins sans frontières a mis en avant les besoins humanitaires des populations civiles et déploré le manque d'accès aux civils blessés et s'est inquiété du nombre croissant de civils souffrant de troubles mentaux en raison du conflit. A son tour Save the Children a insisté sur les obligations découlant du droit humanitaire international auxquelles doit se soumettre Israël notamment concernant la protection des enfants et des adolescents et a proposé une mission d'évaluation sur le terrain.

Enfin, un représentant a proposé de décréter une journée internationale pour la libération du peuple palestinien.

* ** *